

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°12 – décembre 2025

Sommaire

L'info à retenir

Transition Ecologique & Energétique

1. Transition énergétique en Allemagne: publication du rapport d'experts
2. Le BMWE s'engage pour une zone unique de prix de l'électricité
3. Le ministre Carsten Schneider salue la proposition de révision du MACF par la Commission
4. Vers la ratification de l'accord BBNJ sur la protection de la haute mer
5. Présentation des premiers résultats de l'initiative IA verte pour les PME
6. Éolien en mer: transposition de RED III, consultation publique et nouveau plan d'aménagement du territoire

7. Sortie du charbon : signature d'un accord entre le BMWE et LEAG

Transports

1. Le cabinet fédéral vote un projet de loi sur l'accélération des projets d'infrastructures
2. La nouvelle CEO de la Deutsche Bahn annonce un vaste plan de restructuration du groupe
3. Le gouvernement allemand révise les règles sur la part d'énergies renouvelables dans les carburants

Entreprises & International

1. Adoption d'un plan Bund-Länder de modernisation administrative
2. Le Rohstofffonds soutient le projet lithium de Vulcan Energy
3. L'Allemagne salue le feu vert des Etats membres de l'UE à la signature de

- 4. Les terres rares à l'agenda du déplacement de Johann Wadephul en Chine**
- 5. Signature d'un accord de restructuration historique pour Thyssenkrupp Steel**
- 6. Lancement de l'Agenda Chemie 2045 par le BMWE**

- 1. Helsing et Kongsberg annoncent un partenariat dans la défense spatiale**
- 2. Le Schleswig-Holstein choisit l'open source pour son administration**
- 3. Bilan 2025 pour les startups allemandes**

[_Toc219303443](#)

2,8 points

C'est la progression de l'indicateur du climat des affaires en Allemagne entre janvier et novembre 2025. Calculé par l'Institut ifo pour la recherche économique, l'index révèle une situation proche de la stagnation. L'évaluation par les entreprises de leur état économique s'est légèrement dégradée (-0,4 point) par rapport à la même période en 2024. Pour autant, les anticipations des entreprises quant à l'évolution future de leur activité ont augmenté de 5,9 points.

Transition Ecologique & Energétique

1. Transition énergétique en Allemagne : publication du rapport d'experts

Le 9 décembre dernier, la commission d'experts indépendants, composée de professeurs et économistes renommés, a publié et transmis au secrétaire d'État du BMWE, F. Wetzel, son rapport sur l'état de la transition énergétique en Allemagne. Le rapport de plus de 500 pages souligne des lacunes importantes dans presque tous les secteurs. Selon leur modèle de notation (sous forme de feux de signalisation), seule la sous-catégorie « électricité » bénéficie d'un feu « vert », les autres sous-catégories étant marquées en « jaune » ou « rouge », c'est-à-dire encore loin de permettre l'atteinte de l'objectif de neutralité climatique à horizon 2045. Si le développement des énergies renouvelables progresse, le développement de l'hydrogène et des réseaux a pris beaucoup de retard. Pour l'hydrogène, seuls environ 1 200 MW de capacité d'électrolyse seraient en phase de construction ou auraient atteint une décision finale d'investissement, contre un objectif de 10 GW à horizon 2030, fixé dans la stratégie hydrogène du précédent gouvernement. Les experts préconisent plusieurs mesures, entre autres une division de la zone unique de prix de l'électricité en Allemagne. Le secrétaire

d'État F. Wetzel a réagi au rapport en soulignant : « Pour que la transition énergétique soit couronnée de succès, la fiabilité, la sécurité d'approvisionnement, l'accessibilité financière et la viabilité économique du système énergétique doivent être au centre des préoccupations de notre site économique ». (Source: [BMWE, Rapport](#) des experts)

2. Le BMWE s'engage pour une zone unique de prix de l'électricité

Le 15 décembre dernier, le Ministère fédéral allemand de l'Économie et de l'Énergie (BMWE) a publié un plan d'action pour le maintien d'une « zone d'enchère » unique pour l'électricité, volonté déjà actée dans l'accord de coalition. Alors que les débats entre les partisans et les opposants à une division étaient vifs ces derniers mois, le gouvernement répond ici à une étude de l'association des gestionnaires de réseaux électriques européens (ENTSO-E) suggérant une division de la zone d'enchère germano-luxembourgeoise unique en cinq zones. Selon le communiqué du BMWE, une division en plusieurs zones « augmenterait considérablement l'incertitude en matière d'investissements dans le secteur de l'énergie, entraînerait des différences de coûts régionales pour les consommateurs finaux, remettrait en question la rentabilité des installations de production dans certaines régions et soulèverait des questions complexes en matière de politique industrielle, à un moment où l'industrie européenne est confrontée à des défis fondamentaux. » Le maintien d'une zone unique implique un prix de l'électricité uniforme dans la zone d'enchères germano-luxembourgeoise. (Source: [BMWE](#)).

3. Le ministre Carsten Schneider salue la proposition de révision du MACF par la Commission

Le ministre fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat, Carsten Schneider, a accueilli favorablement la proposition de révision du Règlement MACF (Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières) présentée par la Commission européenne le 17 décembre dernier. Selon lui, cette proposition envoie un signal fort sur la détermination de l'UE à renforcer la tarification du CO₂. Il rappelle que le MACF est conçu pour « protéger les industries énergivores, comme l'acier et l'aluminium, face à des importations en provenance de pays aux normes climatiques moins ambitieuses » tout en « encourageant les investissements dans des technologies bas carbone ». Il se félicite que la Commission « montre dès à présent comment le MACF évoluera et comment ses failles seront comblées », ce qui « offre une sécurité de planification aux entreprises de l'UE » et « garantit des conditions de concurrence équitables » pour les produits exposés à la concurrence internationale. Le ministre a indiqué que le gouvernement fédéral analysera en détail ces propositions et participera activement aux discussions au sein du Conseil des ministres. (Source : [CP du BMUKN](#))

4. Vers la ratification de l'accord BBNJ sur la protection de la haute mer

Le 3 décembre 2025, le gouvernement fédéral allemand a adopté deux projets de loi permettant la ratification et la mise en œuvre de l'accord « BBNJ » sur la protection de la biodiversité en haute mer. Dans son [communiqué de presse](#), le ministre fédéral de l'Environnement et du Climat, Carsten Schneider, estime que l'accord constitue « l'un des plus grands succès environnementaux internationaux de ces dernières années ». La première lecture au Bundestag est pré-

vue le 15 janvier 2026, avec une adoption définitive attendue fin mars. L'Allemagne ambitionne de finaliser la ratification d'ici juin 2026 afin de participer, en tant que Partie, à la première Conférence des Parties (COP) BBNJ, envisagée au cours du second semestre.

5. Présentation des premiers résultats de l'initiative IA verte pour les PME

Le ministère fédéral allemand de l'Environnement et de la Protection du Climat (BMUKN) a présenté le 2 décembre 2025 les résultats des projets pilotes du « Green-AI Hub Mittelstand », une initiative visant à aider les PME en Allemagne à réduire leur consommation de ressources grâce à l'intelligence artificielle. Les premiers résultats montrent que les solutions d'IA ont permis d'identifier des économies allant jusqu'à 15 % par an de « l'empreinte matérielle », c'est-à-dire de la quantité totale de matières premières utilisées. Au total, les projets pilotes ont mis en évidence un potentiel annuel d'économies de 6 250 tonnes de matériaux et 1 300 tonnes de CO₂. Déployées en cycles courts de six mois, les applications développées (optimisation de la production, des chaînes d'approvisionnement ou du réemploi des matériaux) seront mises à disposition en open source, afin de favoriser leur diffusion dans le Mittelstand (PME). Fort de ce succès, le gouvernement fédéral a annoncé la prolongation du Green-AI Hub jusqu'en 2029, confirmant le rôle stratégique de l'IA dans la transition vers une économie plus circulaire et sobre en ressources. (Source : [BMUKN](#))

6. Éolien en mer : transposition de RED III, consultation publique et nouveau plan d'aménagement du territoire

Plusieurs actualités ont marqué le secteur de l'éolien en mer en décembre : Le 4 décembre, le Bundestag a adopté une loi de transposition de la Directive

européenne sur les énergies renouvelables (RED III) pour l'éolien en mer et les réseaux électriques. L'objectif est d'accélérer les différentes procédures d'autorisation relatives à l'éolien en mer et aux réseaux électriques. La loi prévoit entre autres des zones d'accélération pour l'éolien en mer et les infrastructures de réseaux, qui doivent faire l'objet de procédures d'autorisation simplifiées à l'avenir. Le 5 décembre, l'Office fédéral pour la navigation maritime et l'hydrographie (BSH) a également publié une première ébauche de modification du plan d'aménagement du territoire (FEP) pour la mer du Nord et la mer Baltique. Cette modification fait suite à la décision du Bundestag de réduire les volumes d'appels d'offres éolien en mer en 2026. En effet, deux zones seulement seront soumises aux appels d'offres : il s'agit des zones qui n'avaient fait l'objet d'aucune offre en août dernier. Les autres appels d'offres initialement prévus en 2026 seront reportés les années suivantes. Pour rappel, les acteurs de la branche avaient exigé un report de l'ensemble des appels d'offres après la modification de la loi sur l'éolien en mer, prévue fin 2026-début 2027. Cette révision prévoit, entre autres, une modification des mécanismes de soutien aux installations, jugés actuellement défaillants. Une consultation sur la révision de la loi pour l'éolien en mer a été organisée auprès des acteurs de la branche jusqu'au 23 décembre. La plupart des acteurs du secteur s'engagent pour la mise en œuvre de Contracts for Difference devant apporter une plus grande sécurité (Sources : [Bundestag](#), [BSH](#), [BMWE](#)).

7. Sortie du charbon : signature d'un accord entre le BMWE et LEAG

Le 11 décembre dernier, la ministre fédérale allemande de l'Économie et de l'Énergie, K. Reiche, a signé avec l'exploitant de centrales à charbon LEAG un accord qui prévoit le paiement d'une indemnité allant jusqu'à 1,75 Mrd d'euros pour une sortie anticipée du lignite. La Commission européenne avait ouvert la voie à cette indemnité, en

vertu des aides d'État, en novembre dernier. Pour rappel, l'Allemagne prévoit une sortie du charbon au plus tard à horizon 2038 et de manière anticipée dans le bassin rhénan pour les centrales au lignite à horizon 2030. En 2025, le charbon représentait encore environ 21 % de la production brute d'électricité en Allemagne (Source : [BMWE](#)).

Transports

1. Le cabinet fédéral vote un projet de loi sur l'accélération des projets d'infrastructures

Mercredi 17 décembre, le cabinet des ministres fédéraux a approuvé un projet de loi sur l'avenir des infrastructures, présenté par le ministre des Transports, Patrick Schnieder (CDU). À l'avenir, les grands projets de modernisation des infrastructures seront considérés comme étant « d'intérêt public majeur ». Cela devrait permettre d'accélérer les procédures de planification et d'autorisation. Cette loi, dont l'entrée en vigueur est prévue au milieu de l'année 2026 après les délibérations parlementaires, vise principalement à éliminer les goulets d'étranglement dans les réseaux routier et ferroviaire ainsi que dans les voies navigables. Cela comprend la construction de nouveaux ponts autoroutiers et l'extension de parkings pour camions, pour l'instant en quantités trop limitées. Les routes d'importance militaire devraient également bénéficier d'une priorité. Le droit de recours des associations environnementales devrait être restreint, mais cela ne sera finalement réglementé que dans une loi distincte en février. Les associations environnementales dénoncent « une attaque générale contre la nature » (BUND).

2. La nouvelle CEO de la Deutsche Bahn annonce un vaste plan de restructuration du groupe

Evelyn Palla, nommée en septembre 2025 à la tête de l'entreprise ferroviaire allemande, a présenté, avant les vacances de fin d'année, un vaste plan de restructuration de la DB. Fonctionnant en trois «vagues» de projets, il a été lancé dès le 1^{er} janvier 2026 et devrait se poursuivre jusqu'en 2027. Parmi les mesures envisagées : au moins 30 % des 3500 postes au sein de la holding doivent être supprimés dans les différentes filiales, les directoires seront réduits et les CEO doivent retrouver plus de responsabilités et ne plus rendre de comptes au directeur financier du groupe. Les prestataires de service internes seront rattachés aux filiales avec lesquelles ils travaillent. Les objectifs de ponctualité sont revus à la baisse : pour 2026 le taux de ponctualité des trains ne devrait pas dépasser 60 % et la barre des 70 % de trains à l'heure ne devrait être dépassée qu'en 2029. Richard Lutz, le prédécesseur d'Evelyn Palla, avait promis un taux de ponctualité de 65 à 70 % pour 2025, mais celui-ci n'a finalement atteint que 60,1% en moyenne sur l'année.

3. Le gouvernement allemand révise les règles sur la part d'énergies renouvelables dans les carburants

Le gouvernement fédéral allemand a adopté, le 10 décembre 2025, le deuxième projet de loi sur le développement du quota de réduction des gaz à effet de serre ([THG-Quote](#)) Ce dispositif oblige les fournisseurs de carburants à réduire progressivement leurs émissions de CO₂, avec une trajectoire désormais fixée jusqu'en 2040 : la baisse passera de 10,6% en 2025 à 59% en 2040, offrant une visibilité accrue aux acteurs économiques, au-delà des exigences européennes de la directive sur les énergies renouvelables RED III. «La mobilité du futur est électrique, mais nous devons aussi avancer pour la flotte

existante», a souligné le ministre fédéral de l'Environnement et de la Protection du Climat, Carsten Schneider (SPD). La réforme introduit pour la première fois une sous-catégorie dédiée aux carburants renouvelables d'origine non biologique (RFNBO) comme l'hydrogène vert et les carburants synthétiques. Les biocarburants avancés issus de résidus (paille, lisier, algues) voient leur part doubler dès 2026 (de 1% à 2%), avant d'augmenter progressivement jusqu'à 9% en 2040. Les biocarburants issus de cultures alimentaires restent plafonnés à 4,4% afin d'éviter les conflits d'usage entre alimentation et énergie. Enfin, la réforme prévoit, à partir de 2027, des contrôles sur site dans les pays tiers afin de lutter contre la fraude. Les débats parlementaires sur ce projet de loi devraient s'achever d'ici fin mars 2026. (Source : [BMUKN](#))

Entreprises & International

1. Adoption d'un plan Bund-Länder de modernisation administrative

Réunis le 4 décembre 2025 lors de la Conférence des ministres-présidents, le Bund et les Länder ont adopté l'Agenda de modernisation ainsi qu'un programme conjoint de plus de 200 mesures relevant des compétences infra-fédérales, marquant une nouvelle étape dans la stratégie de réduction de la bureaucratie. Le plan vise à simplifier les procédures des Länder et des communes par la diminution des obligations de rapport, la rationalisation des processus internes et l'application du principe «dites-le-nous une fois». Il prévoit également une accélération des autorisations en urbanisme, construction et infrastructures, avec l'introduction généralisée de délais contraignants, une réduction d'un tiers des obligations ralentissant les permis et le recours accru à la Genehmigungsfiktion (silence valant accord après trois mois). Les Länder

disposeront enfin de marges d'expérimentation pour tester localement des procédures simplifiées. Un suivi semestriel est prévu, avec un premier rapport attendu lors de la réunion entre le Chancelier et les chefs de gouvernement des Länder fin juin 2026.

2. Le Rohstofffonds soutient le projet lithium de Vulcan Energy

Le 3 décembre, le gouvernement fédéral a annoncé le lancement du premier projet du Rohstofffonds : un investissement de 150 M€ dans le projet Lionheart de Vulcan Energy, implanté dans le fossé rhénan. D'un volume financier total de 2,193 Mds€, ce projet vise la production de Lithium à partir de saumures géothermales, tout en générant chaleur et électricité renouvelables, une première en Europe. Le montage financier associe le Rohstofffonds, un engagement de 120 M€ de l'agence australienne Export Finance Australia, ainsi que des financements complémentaires, dont un prêt de 250 M€ de la Banque européenne d'investissement. La production annuelle de Lithium pourrait atteindre 24 000 tonnes dès 2028, de quoi fabriquer 500 000 batteries de voitures électriques par an. L'initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'Allemagne et l'Australie en matière de matières premières critiques, dans l'objectif de réduction des dépendances.

3. L'Allemagne salue le feu vert des Etats membres de l'UE à la signature de l'accord avec les pays du Mercosur

Les sphères politiques (CDU, SPD) et économiques allemandes ([DIHK](#), [BDI](#), [VDA](#), [VCI](#)) s'accordent unanimement pour saluer l'adoption par une majorité qualifiée d'Etats membres des deux décisions autorisant la signature de l'accord UE-Mercosur comme une avancée stratégique, partageant trois priorités :

- (i) les opportunités économiques con-

crètes pour l'Union européenne et l'Allemagne (création d'emplois, sécurisation des chaînes d'approvisionnement, dont les matières premières critiques, croissance); (ii) le renforcement de la souveraineté stratégique et économique européenne face aux politiques qualifiées de « protectionnistes » des Etats-Unis et de la Chine ; (iii) la nécessité d'accélérer la conclusion des autres accords de commerce en cours de négociation.

4. Les terres rares à l'agenda du déplacement de Johann Wadephul en Chine

Le ministre des Affaires étrangères, J. Wadephul, s'est rendu en Chine les 8 et 9 décembre, accompagné de représentants du monde économique. L'octroi de licences générales pour les exportations de terres rares, nécessaires aux entreprises européennes et allemandes, a été notamment évoqué. L'engagement du gouvernement chinois d'aborder l'examen des demandes de manière constructive a été qualifié de « positif » par le ministre, qui les évaluera toutefois en fonction de leur efficacité. J. Wadephul a également abordé le déficit commercial de l'Union européenne avec la Chine (plus de 300 Mds€ en 2024), reconnaissant un déséquilibre commercial, mais estimant que l'imposition de droits de douane additionnels devrait être considérée comme une solution de « dernier recours ». Il a néanmoins encouragé la Chine à coopérer avec l'Union européenne pour résoudre ce déséquilibre.

5. Signature d'un accord de restructuration historique pour Thyssenkrupp Steel

Thyssenkrupp Steel et le syndicat IG Metall ont conclu le 1^{er} décembre un accord de restructuration qualifié d'historique par son ampleur. Ce dernier concrétise des annonces faites à l'été et prévoit la suppression d'ici à 2030 d'environ 5 300 emplois internes et l'externalisation de plusieurs milliers de postes, ce qui devrait réduire l'effectif

de la filiale de 26 000 à 16 000 salariés. Il prévoit aussi une baisse moyenne des rémunérations d'environ 8% pour les salariés maintenus, la fermeture de certaines installations et une réduction des capacités de production. La direction affirme vouloir éviter les licenciements contraints en privilégiant départs volontaires, préretraites et mesures d'accompagnement social. La filiale, structurellement déficitaire, doit voir ses coûts durablement réduits pour assurer son financement et sa transformation. Cette restructuration est également perçue comme une étape pour rendre l'activité plus attractive en vue d'une cession éventuelle.

6. Lancement de l'Agenda Chemie 2045 par le BMWE

La ministre fédérale allemande de l'Économie et de l'Énergie, Katherina Reiche, a lancé le processus d'élaboration de la Chemieagenda 2045 évoqué dans le contrat de coalition, lors d'un événement au ministère, réunissant de grandes entreprises chimiques, des représentants des Länder, des syndicats et de la fédération allemande de la chimie (VCI). Elle a souligné le rôle central de la chimie pour la prospérité, la compétitivité et le leadership technologique de l'Allemagne et de l'Europe, condition indispensable à l'innovation industrielle, à la transition climatique et à des technologies clés comme les batteries, les vaccins ou les procédés de production propres. La rencontre marque le début d'un processus de groupes de travail, visant à élaborer d'ici le printemps 2026 une feuille de route conjointe avec l'industrie, les partenaires sociaux et les Länder, couvrant à la fois les besoins à court terme et les enjeux de moyen terme. Les travaux s'articuleront autour de trois axes majeurs : (i) le cadre réglementaire national et européen, incluant l'énergie et les matières premières (REACH, ETS 1, CBAM), (ii) une chimie de base durable (CCU/CCS, biotechnologies, biomasse, recyclage chimique) ; et les innovations et l'IA dans la chimie (PIIEC IA, AI Act, investissements en IA, technologies

quantiques, cloud et start-ups).
(source : [BMWE](#))

Numérique & Innovation

1. Helsing et Kongsberg annoncent un partenariat dans la défense spatiale

La start-up franco-allemande d'IA de défense Helsing a annoncé un partenariat avec l'entreprise technologique norvégienne Kongsberg pour développer d'ici 2029 un réseau de 75 à 100 satellites de défense en orbite basse. L'objectif est de fournir des systèmes de défense spatiale intégrés à disposition de l'armée allemande (Bundeswehr) et de l'armée norvégienne, qui surveillerait des surfaces terrestres et maritimes jusqu'au pôle Nord, depuis une orbite située entre 350 et 450 Km d'altitude. Cette annonce intervient alors que la Bundeswehr prévoit d'investir 35 Mds€ dans des projets spatiaux d'ici 2030 et que Rheinmetall a annoncé en octobre un projet d'une même nature avec la start-up finlandaise Iceye. Kongsberg fournira le matériel pour les satellites, tandis qu'Helsing mettra à disposition son outil d'IA de reconnaissance visuelle.

2. Le Schleswig-Holstein choisit l'open source pour son administration

Le Schleswig-Holstein est le premier Land allemand à avoir migré en grande partie (80%) son administration vers des logiciels open source, s'éloignant ainsi des solutions propriétaires telles que celles de Microsoft. Pour le Chef de la Chancellerie et ministre du Numérique du Land, Dirk Schrödter, il s'agit à la fois d'une garantie de souveraineté numérique et d'une opportunité économique, permettant au Land d'économiser 15 M€ par an en frais de licence, pour environ 9 M€ d'investissement initial. Bien que la transition ait suscité des difficultés techniques et résistances internes, le système est désormais bien

en place. Cette expérience s'inscrit dans la lignée du projet fédéral Open Desk, qui vise à créer une suite bureaucratique et collaborative Open Source destinée aux administrations publiques allemandes.

3. Bilan 2025 pour les startups allemandes

En 2025, l'Allemagne compte 31 licornes (28 en 2024), principalement basées à Berlin ou Munich, dont plusieurs nouvelles en IA (Black Forest Labs, Parloa, N8N), et près de 3 600 nouvelles startups (en hausse de 29% par rapport à 2024). Malgré une levée de fonds moyenne en hausse (11,7 M€ contre 9,3 M€ en 2024), les capitaux se concentrent sur un nombre réduit de startups. En effet, deux secteurs dominent : l'IA (3 Md€ investis en 2025, +50 % sur un an) et la défense (presque 900 M€, soit deux fois plus qu'en 2024). Pour les fondateurs, les principaux défis ne concernent plus uniquement la levée de fonds, mais également la revente de leur startup et la croissance par acquisition (sources Startupverband [NGSN](#), [Startup Monitor](#)).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Brouillet

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Clara FUMEX, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Thomas GOUJAT-GOUTTEQUILLET, Simon HENNO, Manuela SACCOMANO

Selecteurs : Bertrand LE TALLEC, FREDERIC MARCHAL

Abonnez-vous : berlin@dgtrésor.gouv.fr